

# Rete dei Comunisti

# Bulletin International

## Hiver 2020

[Inx.retedeicomunisti.net](http://Inx.retedeicomunisti.net)

### Sommaire

Les communistes en Italie de 1989 à la crise .....	2
Entretien avec Mauro Casadio	
Les élections américaines, le fruit pourri de la crise systémique qui avance .....	9
Rete dei Comunisti	
Amériques : la ligne de combat entre le Socialisme et la Barbarie.....	13
Rete dei Comunisti Paris	
Covid, Jeunesse, Lutttes / Grève de l'enseignement à distance.....	21
Rete nazionale Noi Restiamo / Opposizione Studentesca d'Alternativa	
Fédération du sociale : un pari sur la lutte et l'avenir.....	24
Entretien avec Guido Lutrario, Exécutif National USB	
Contacts.....	30





## Les communistes en Italie de 1989 à la crise

Entretien avec Mauro Casadio

Dans les semaines à venir, le deuxième volume de "Una storia anomala. D'all'Organizzazione Proletaria Romana alla Rete dei Comuniti" sera prêt. Le volume portera sur une période allant de la fin des années 70 au début des années 2000. Une décennie et plus remplie d'événements qui ont profondément changé le visage politique et économique et toute la société italienne mais, sans l'ombre d'un doute, tout le monde occidental.

Dans ces années-là, la subjectivité communiste (à commencer par l'ancien PCI, mais avec des répercussions politiques et organisationnelles sous toutes les formes organisées de l'époque) a été submergée par la succession rapide de ces événements dont les conséquences, de diverses manières, se font sentir jusqu'à aujourd'hui.

Environ 30 ans après cette saison politique - qui pour les chanteurs de la capitale a dû sanctionner la fin de l'histoire - les têtes d'œuf de l'information grand public continuent leur croisade, tête baissée, contre les raisons et la fonction des communistes.

Ces semaines-ci, nous enregistrons un crescendo d'interviews, de reportages et de reconstitutions dont l'objectif explicite est, une fois de plus, les funérailles du communisme.

---

*De toute évidence, l'émergence actuelle des formes de la crise systémique du capital - à commencer par les limites et les catastrophes résultant de la pandémie de Covid 19 - sonne le réveil sur l'urgence historique et immédiate d'un nouveau modèle social et d'un système alternatif général*

---

Comment interpréter autrement le renouveau obscène des différents "historiens" Paolo Mieli, Ezio Mauro et - sans aucune crainte de honte - Matteo Renzi lui-même, qui reviennent, de façon frénétique, sur les thèmes relatifs à la "division de Livorno", à la fondation du PCd'I et à toute l'histoire des communistes tout au long du XXe siècle avec une intention démolissante et, surtout, inhibitrice vers une éventuelle nouvelle saison de lutte et d'organisation politique.

À certains moments de cette période historique (les années un peu avant et un peu après 89/91), nous avons rencontré Mauro Casadio avec qui nous avons eu cette conversation que nous relançons parmi nos lecteurs et parmi tous les camarades et militants.

QUESTION : Le 12 novembre 1989, le secrétaire du Parti communiste italien de l'époque, Achille Occhetto, s'est rendu à Bologne - dans le quartier de la Bolognina du district du Navile - pour commémorer un épisode de la Résistance (la bataille de Porta Lame) et, devant un public composé en grande partie de partisans, a prononcé un discours dans lequel il a annoncé le début d'un processus politique de dissolution du Parti et la formation d'une "nouvelle formation politique de gauche". Cet événement a secoué, profondément, la société italienne (et pas seulement) et a produit une authentique avalanche qui a submergé ce qui était "le plus grand parti communiste de l'Ouest capitaliste". Depuis près d'un mois, le mur de Berlin était en train de tomber, la République fédérale d'Allemagne entamait ce qu'on appelait l'annexion de la RDA et l'Union soviétique, dirigée par M. Gorbatchev, était au bout du rouleau. En tant que compagnon militant de l'OPR (Organizzazione Proletaria Romana) de l'époque, comment avez-vous perçu ces événements et quelles ont été les premières réflexions (certainement partielles) que vous avez élaborées dans ce carrefour complexe de l'histoire contemporaine ?

REPONSE : Une réponse à chaud était impossible compte tenu des puissantes tiraillements auxquels nous avons été soumis. Nous avons suivi, avec convulsions, les événements pour comprendre ce qui se passait. Le tournant d'Occhetto ne nous a certainement pas surpris car notre jugement sur le PCI était consolidé depuis un certain temps et déjà, depuis le secrétariat de Berlinguer, le tournant social-démocrate était évident. Au contraire, c'était pour nous la fin d'un malentendu de longue date auquel la "base" du PCI "s'accrochait" car on disait que "le Parti savait ce qu'il faisait", c'est le moins qu'on puisse dire. Un argument largement utilisé depuis les années 70 pour digérer tous les tournants pris à partir de la stratégie dite du "compromis historique".

Il est évident que c'était une toute autre affaire au niveau international. Face à l'effondrement des pays d'Europe de l'Est, l'effondrement de l'URSS ne semblait pas non plus crédible. Le jugement de Gorbatchev sur le cours politique était déjà consolidé pour nous en 1988 après les accords de Reykjavik, mais le référendum organisé dans ce pays sur le maintien de

l'URSS en mars 1991 avait donné des résultats positifs et dans des élections non équipées. L'effondrement, qui s'est produit à la fin de 1991, a donc été aussi inattendu que la trahison rapide et explicite de l'ensemble du groupe de direction du PCUS comme cause politique directe de la fin de l'expérience soviétique.

**Certes, les causes structurelles de l'effondrement avaient mûri au fil du temps, mais le résultat traumatisant était le produit politique de la déviation du groupe exécutif.** Ici aussi, **un tel atterrissage n'a pas du tout été considéré comme acquis, comme l'a démontré** - par la suite - **l'expérience cubaine**, malgré les difficultés vers lesquelles ce pays se dirigeait, **et aussi la grande et importante expérience chinoise.** A l'époque, notre jugement était clair et net sur les responsabilités du groupe de direction du PCUS, contrairement aux jugements de la plupart des autres communistes et de la gauche qui étaient, pour la plupart, séduits par la "nouveau/Gorbatchev".

QUESTION : La discussion sur la proposition de dissolution du PCI a mis en route un vaste processus de réorganisation qui a été configuré, depuis plus de trente ans, comme celui de la "Refondation Communiste". Dans ce conteneur ont été ajoutés, peu à peu, non seulement ceux de l'ancien PCI qui n'étaient pas d'accord avec "le virage", mais aussi une grande partie de ce qui, dans les années 80 et même avant cela, dans les années 70, était défini comme la gauche révolutionnaire. En bref, un parti structuré a été attaqué, avec une bonne participation des travailleurs et du prolétariat et une présence parlementaire discrète. Ce processus de nouvelle organisation - bien que soutenu par l'enthousiasme et les manifestations de fierté communiste - n'a pas pu élaborer une théorie et une pratique à la hauteur des tâches que le nouveau cycle de la phase, interne et internationale, nécessitait. Ce n'est pas une coïncidence si, après quelques années de croissance, ce processus politique s'est - lentement mais sûrement - lentement mais sûrement usé et dissous au fil du temps jusqu'à aujourd'hui. Durant cette période - nous sommes maintenant en 1991 - vous avez décidé de ne pas rejoindre la Refondation Communiste par une décision courageuse et, certainement, à contre-courant. Pouvez-vous nous expliquer les raisons de ce choix et les axes de travail politique sur lesquels vous vous êtes ensuite concentrés et que vous avez expérimentés ?

RÉPONSE : En attendant, il faut dire que la scission n'a pas été faite par ceux qui ont donné naissance au PRC mais par Occhetto et son groupe de tête parce qu'il a rompu avec le PCI et son histoire. Ceux qui ont fondé le PRC se sont limités à prendre note de ce qui s'était passé, **à réagir de manière subordonnée sans aucune analyse de la transformation dramatique et à revendiquer une continuité qui ne se trouvait pas dans la "nouvelle histoire" qui venait de s'ouvrir.** En fait, le PCI lui-même dans son ensemble avait ses responsabilités dans le résultat déterminé, on ne peut pas en dire autant, par exemple, d'autres partis communistes comme les partis grec ou portugais, qui ont interprété une voie politique différente de l'ancien PCI.

De plus, nous avons eu une expérience directe de la pratique politique de Cossutta à l'époque du magazine Interstampa dans la lutte contre l'installation des Euromissiles en Italie et en Europe, où nous avons directement vu les progrès d'une tactique extrême qui cachait en réalité un manque de volonté de réaliser des percées claires vers la ligne du

parti. Ceci tant pendant le secrétariat de Berlinguer mais surtout dans la phase suivante, après sa mort en 1984, où les résultats étaient devenus évidents.

Cet état de fait s'est ensuite concrétisé au cours des années suivantes où il a été démontré que - dans l'action de la Refondation communiste - il y avait très peu des caractéristiques du PCI "historique" au sein de cette expérience en rupture avec les mêmes racines du communisme italien. Ce n'est certainement pas par hasard que le secrétaire/directeur Bertinotti est issu de l'expérience de la "gauche socialiste".

QUESTION : Il serait politiquement incorrect de lire ce contexte de l'histoire des communistes dans notre pays uniquement avec les événements des groupes dirigeants. Rappelons que le début des années 90 a vu l'implosion non seulement du PCI mais aussi - immédiatement après - de la soi-disant Première République et de tous les échafaudages législatifs et partisans qui avaient géré le pays depuis l'après-guerre jusqu'à cette époque. De plus, au niveau international, la dissolution de l'URSS a ouvert une autoroute aux chanteurs de la fin de l'histoire et aux apologistes de la mondialisation capitaliste totale qui s'était produite. En Italie, ces bouleversements n'ont pas affecté - seulement - le ciel politique, mais ont investi la structure économique et productive, perturbé davantage les classes sociales, les règles du jeu (la réforme institutionnelle) et préparé les conditions d'une accélération de la construction du pôle impérialiste européen (de Maastricht au lancement de l'Euro à la saison des traités). Comment ces nouveaux développements forts ont-ils été traités alors que la reconstruction théorique d'un point de vue communiste commençait - de votre part - avec la conscience, cependant, que vous agissiez alors que toute la gauche, y compris ce qu'elle aimait à appeler radical, tournait son attention ailleurs ?

REPONSE : Ils ont été abordés avec "calme" dans le sens où tant les événements internationaux que la naissance du PRC ont montré qu'un processus de reconstruction ne pouvait pas avoir les temps courts de la politique mais plutôt les temps longs de l'histoire.

---

*Il était nécessaire de redéfinir les paramètres théoriques des communistes afin d'avoir un point de vue général sur la dynamique et il fallait comprendre où nous mènerait l'ensemble des réformes préparées avec la naissance de l'Union européenne*

---

Nous nous sommes donc équipés pour un long travail théorique et analytique qui se poursuit encore aujourd'hui.

Cet aspect était certes fondamental, mais il ne suffisait pas pour suivre la situation et pour vérifier et maintenir une expérience comme la nôtre. **C'est pourquoi, sur le plan pratique, nous avons tout centré sur le conflit de classe matériel, c'est-à-dire le conflit social et syndical.** Cette condition était un point de résistance important car même la naissance du PRC ne pouvait pas représenter la perspective du conflit étant interne aux structures syndicales et associatives de la gauche, à commencer par la CGIL.

En outre, cet espace était également objectif car les processus de restructuration et de contre-réforme de l'ensemble du système politique affectaient directement les conditions des

travailleurs et des classes populaires, alimentant une fragmentation et une désintégration supplémentaires. La recherche et la confrontation théorique/politique et le véritable conflit de classe ont été les deux jambes sur lesquelles nous avons tenu la barre de notre initiative à travers le temps.

QUESTION : Une trentaine d'années après ces événements, nous traversons de façon dramatique une crise pandémique mondiale dans laquelle il est clairement démontré que le MPC (mode de production capitaliste) est profondément en contraste avec les besoins de la vie des gens et de la nature. Nous sommes placés dans un virage historique e où l'alternative à ces relations sociales haineuses est - objectivement parlant - à l'ordre du jour. Bien sûr - pour nos lecteurs - j'insiste sur le terme "objectivement" ! Comment pensez-vous que dans ce contexte compliqué et sans précédent, les communistes - une organisation communiste, la Rete dei Comunisti - peuvent remplir une fonction de maintien et, espérons-le, d'avant-garde dans les emplois, les territoires et la société ? En bref, est-il possible d'être et d'agir en tant que communistes aujourd'hui ?

REPONSE: En réalité, c'est une histoire à écrire. Sur un plan objectif, les conditions sont créées pour faire ressortir la nécessité de l'alternative révolutionnaire à ce mode de production. Ce chemin ne sera pas court car nous sommes au début de la crise d'hégémonie, au niveau de la subjectivité, malheureusement, les choses sont très différentes.

Nous savons que la boîte à outils marxiste est encore capable de donner les bonnes lectures de la dynamique générale, quelque chose de tout à fait différent est le plan politique où l'inadéquation des communistes en cette fin de siècle s'est clairement manifestée.

---

*Il s'agit maintenant d'entrer dans la réalité concrète dans laquelle nous avons été projetés - au niveau national et international - pour comprendre comment reconnecter les fils d'un projet politique d'alternative sociale. Certes, la politique est importante pour cet objectif, mais l'enracinement des communistes, sous les formes historiquement possibles aujourd'hui, au sein des classes sociales subordonnées pour la façon dont ils vivent et se manifestent matériellement dans la réalité du capitalisme du XXIe siècle est tout aussi décisif*

---

DOMANDE : La crise pandémique actuelle en Italie met en évidence un phénomène qui se manifeste de manière nuancée depuis une quinzaine d'années : la perte de fonction de la politique que l'urgence sanitaire actuelle semble avoir entraînée dans une nouvelle phase de son développement. La querelle permanente entre différents partis, entre les dirigeants d'un même parti, entre des virologistes occupant des positions différentes et des faiseurs d'opinion de nature différente, montre que la fonction de la politique que Gramsci disait être la "charnière", c'est-à-dire la conjonction entre la société civile et sa structure matérielle - structure et superstructure - semble avoir été perdue. Qu'est-ce que cet état avancé de

décomposition de la capacité à recomposer des intérêts particuliers offre aujourd'hui et en perspective à une organisation communiste ?

REPONSE : La crise dans laquelle nous sommes plongés est une crise systémique et, par conséquent, le premier élément qui revêt de l'importance pour les communistes est ***qu'une période de changement radical s'ouvre, dans une perspective révolutionnaire, qui doit toutefois être interprétée en fonction des formes, des modalités et des moments où ces caractéristiques seront évidentes.*** Certes la dimension est mondiale et comme nous l'avons dit elle se situe dans une phase de blocage des rapports de force entre les impérialismes et les grandes puissances, cette condition est due à la fois à l'imbrication financière mondiale qui empêche une concurrence "hostile" car tout le monde serait pénalisé par cette possibilité. Le plan militaire prévoit également un équilibre substantiel d'autodestruction pour tous s'il était décidé d'utiliser l'armement nucléaire, même si les tentatives américaines pour retrouver une position de force dominante ont été constatées depuis un certain temps. Cependant, l'impasse est une phase transitoire qui voit déjà aujourd'hui plusieurs tentatives de dépassement dans lesquelles les différentes zones économiques tentent de se désengager de ce lien international qui devient de plus en plus problématique. En ce sens, l'accord asiatique du RCEP qui contraste avec les États-Unis, ainsi que l'émission par l'UE d'obligations avec le Recovery Fund et d'autres fonds financiers libellés en euros sont en concurrence directe avec le dollar.

Si c'est le plan objectif dans lequel on peut déjà entrevoir les profondes contradictions beaucoup plus en arrière, c'est le plan subjectif des communistes et de la gauche de classe qui ne trouve pas encore un point de vue minimalement unifié sur la dynamique générale et donc les pas en avant dans les relations sont souvent suivis de pas en arrière. En Europe, il serait nécessaire d'avoir un espace de discussion entre les différentes forces car tout processus de ré-agrégation ne peut partir que du sommet d'une vision générale aussi homogène que possible.

---

*Il serait tout aussi important de comprendre une conception commune dans la relation avec la classe, qui, au cœur même de l'impérialisme européen, prend des formes et des caractères différents du passé, mais ne change pas sa position subordonnée dans la relation avec la bourgeoisie*

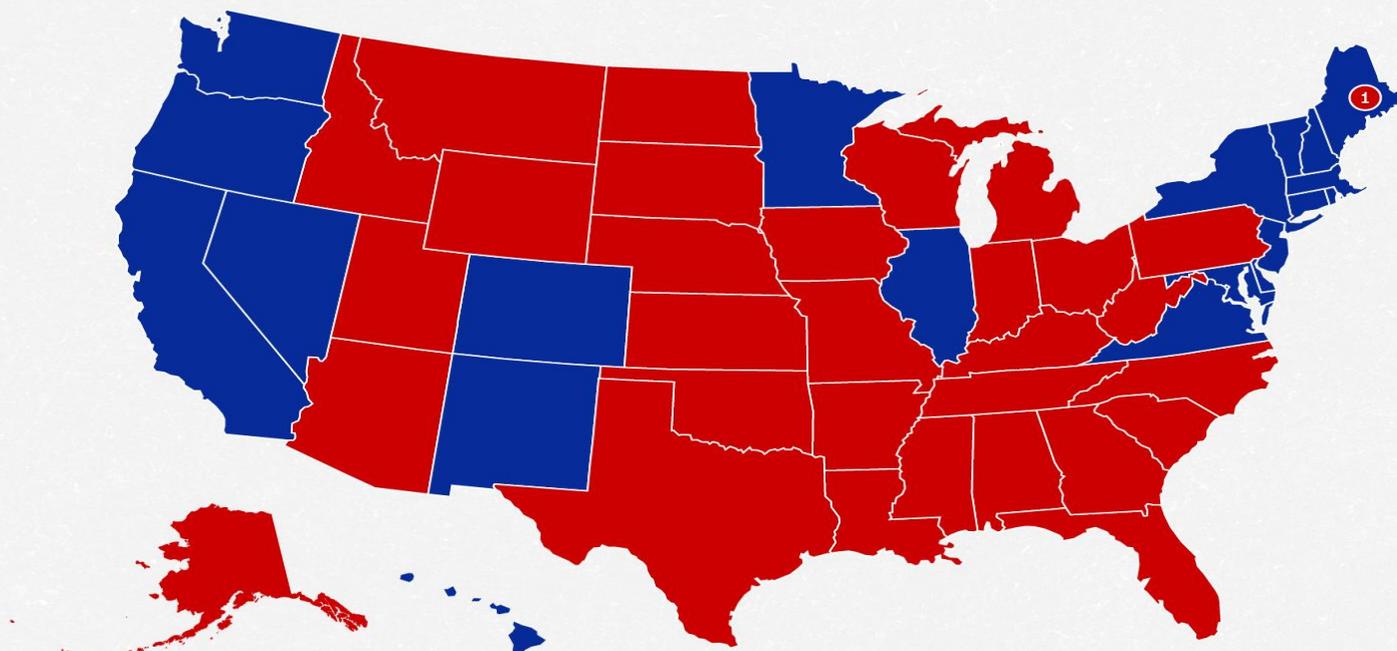
---

DOMANDE : Le mouvement qui s'est manifesté la dernière semaine d'octobre en Italie semble être un symptôme éclairant de la situation que nous vivons, ces secteurs sociaux produits par les politiques de libéralisation et d'externalisation qui ont caractérisé les trente dernières années mais qui ne trouvent pas aujourd'hui de conditions plus faciles d'autoreproduction. C'est une "petite bourgeoisie" assez composite qui est devenue un terrain à affronter et à ne pas laisser à la droite, aussi compliqué soit-il, aussi parce que les référents sociaux organisés traditionnels sont moins en "première ligne" de la régression sociale et sont moins enclins à se mobiliser. Peut-être que les gilets jaunes en France et les

"fourches" d'il y a quelques années ont anticipé ces personnages avec lesquels se révèle le malaise social de cette classe moyenne appauvrie.  
Pouvez-vous décrire et encadrer ce phénomène ?

REPONSE : Cela nous ramène à la question précédente, il devient fondamental de placer dans la dynamique historique la forme du prolétariat et des classes subordonnées dans la société moderne, en particulier en Europe. Comme nous le savons bien, **la forme prise par la classe ouvrière jusqu'aux les années 1980 était le produit d'un certain développement des forces productives, un développement que l'impérialisme occidental a été contraint de surmonter par la lutte de classe internationale afin de reprendre le "commandement"**. Cela a radicalement modifié le prolétariat tant en termes de caractéristiques productives et sociales que de caractéristiques territoriales. En fait, on trouve des formes très différentes de la condition prolétarienne allant de certains segments de l'ancienne classe ouvrière "fordiste" à des conditions contractuelles extrêmement précaires, et même le travail "mental" est maintenant soumis aux lois de la production de profit qui prolétarisent des secteurs qui ne se sentent pas du tout prolétariens. En outre, cette extrême variété des caractéristiques de la main-d'œuvre est transversale aux différents pays, ce qui complique encore les processus d'identité et de recomposition. Enfin, le caractère subordonné s'est "élargi" aussi vers des figures qui devraient être placées classiquement dans la petite bourgeoisie, le petit entrepreneuriat ou le travail indépendant sous les différentes formes juridiques, qui dans les processus de centralisation du capital deviennent subordonnés aussi à la "loi de la valeur" tout en maintenant un semblant d'indépendance professionnelle.

**L'anomalie des mouvements qui, dans des conditions différentes, apparaissent, en France mais aussi en Italie, doit être placée dans ce processus de mise en valeur de toutes les composantes de la société, processus qui n'est nullement achevé.** Par conséquent, ces mouvements n'ont pas le caractère de stabilité et doivent donc être analysés temps par temps pour comprendre s'ils peuvent faire partie d'un front de recomposition des forces anticapitalistes, certainement ce serait une erreur et une faveur à l'adversaire de classe de traiter ces secteurs en bloc comme des ennemis ce qui, malheureusement, est souvent fait.



## Les élections américaines, le fruit pourri de la crise systémique qui avance

### Rete dei Comunisti

Samedi en fin d'après-midi, les élections présidentielles américaines ont "officiellement" eu un vainqueur qui a dépassé le seuil des 270 "grands électeurs" nécessaire pour remporter la fonction.

Le processus électoral tortueux, et l'échec de Trump à reconnaître la victoire de Biden, ont ouvert une crise institutionnelle aux résultats incertains, montrant le haut niveau de délégitimation politique du système de représentation américain.

Cela, dans un ordre de grandeur plus restreint, était déjà apparu en 2016 avec la contestation des primaires démocratiques par Bernie Sanders, et surtout avec la montée de Donald Trump dans l'arène conservatrice.

Lors de ces élections, 20 millions d'électeurs de plus qu'en 2016 ont voté, soit 65 %, ce qui est considérable. Environ 75,3 millions de voix sont allées au candidat démocrate Joe Biden et au vice-président Kamala Harris, tandis qu'environ 71,48 millions de voix sont allées au président et au candidat à la vice-présidence sortants Mike Pence.

Un écart d'un peu plus de 4 millions de préférences entre les deux prétendants à la Maison Blanche - tous deux ont reçu plus de voix que tout autre candidat à la présidence dans l'histoire des États-Unis -, c'est-à-dire un peu plus des 3 millions de voix qu'Hillary Clinton a obtenu contre Trump lui-même lors de l'élection de 2016.

Cette participation sans précédent est le résultat des **contradictions internes et structurelles qui ont mûri depuis un certain temps et que la pandémie a amplifiées**, avec un corps social de plus en plus divisé et radicalisé : de la vulnérabilité sanitaire et sociale d'une partie importante de la population - surtout parmi les "minorités ethniques" - à la question raciale ; de la remise en cause des garanties civiles que l'on croyait acquises (surtout pour les femmes) à la question climatique, qui s'est révélée explosive avec les récents incendies en Californie.

La carte électorale est assez claire, Biden gagne dans les centres de plus de 2 millions d'habitants même dans les États qui sont des bastions électoraux républicains historiques. Des victoires d'atout dans les petites villes et à la campagne, ainsi que dans les zones périphériques (banlieues) ou "per-urbaines" (ex-banlieues), même dans les États où les démocrates l'emportent.

**D'une part, une centaine de "métropoles" démocratiques**, concentrées principalement mais pas exclusivement dans les États des côtes atlantique et pacifique, **et d'autre part dans l'Amérique profonde, donnent l'image d'une nation divisée que Biden ne pourra guère recomposer.**

Cette polarisation politique sanctionnée par les élections, si elle trouve dans Trump une digne représentation de la radicalisation en cours dans le camp conservateur, ne se reflète pas de la même manière dans le parti vainqueur.

---

*L'establishment démocratique et son centrisme inné sont incapables de donner un exutoire aux revendications que des parties importantes de la population ont jusqu'à présent exprimées, même dans les motivations du vote, selon les premières recherches*

---

A tel point qu'Ocasio-Cortez en est venu à dénoncer l'hostilité des démocrates envers les progressistes et le mouvement Black Lives Matter.

La radicalisation "à gauche" s'est d'abord manifestée au sein des secteurs de travailleurs les plus exposés aux risques sanitaires, puis avec les mobilisations pour la justice raciale, qui après la mort de George Floyd fin mai ont également impliqué des pans importants des "Euro-Américains", et enfin dans l'opposition physique entre les partisans et les détracteurs de Trump.

Cette incapacité de l'ancien numéro deux d'Obama à représenter la poussée populaire qui l'a également emporté, ainsi que les compromis que Biden devra faire avec les républicains pour poursuivre son travail de gouvernement, risquent d'ouvrir un conflit au sein des démocrates avec la partie la plus progressiste du parti - qui, après avoir perdu le défi lors des primaires, avait néanmoins soutenu Biden - ainsi qu'avec la base électorale populaire, accablée par une crise dont il n'y a pas d'issue.

Trump a également élargi son consensus électoral, et - à moins de surprises "judiciaires" - restera au centre de la scène politique probablement jusqu'aux prochaines élections présidentielles.

Il continuera à être le véritable deus ex machina du parti républicain et utilisera - également militairement - sa large base sociale composée de bandes non négligeables de subordonnés. En tout cas, **le "trumpisme", qui a fait disparaître les pulsions réactionnaires les plus inavouables, continuera à couler dans les veines de l'Amérique".**

Mais son "forcing" bouleverse également son propre camp, provoquant les premières défections dans les rangs républicains, qui ne sont pas tous prêts à soutenir le président dans sa croisade contre la prétendue fraude électorale.

Ce fronda s'inquiète avant tout du climat d'instabilité permanente qui risque de s'ouvrir et qui pourrait nuire à ses référents économiques ; et il a probablement été "bien conseillé" par certaines parties de l'État profond (Pentagone et FBI, entre autres) qui sont entrées à plusieurs reprises en collision avec le locataire de la Maison-Blanche.

Il n'est pas forcément vrai que les deux corps politiques - démocrates et républicains - mus par leurs propres conflits internes, alimentés par de réelles contradictions sociales, ne connaissent pas les ruptures importantes évitées jusqu'à présent, malgré l'affirmation de deux outsiders comme Sanders d'un côté et Trump de l'autre.

Cependant, si Biden parvient à prendre ses fonctions le 20 janvier, les mains seront plutôt liées, déduction faite des recours juridiques et des coups de manœuvre du président sortant ; et pas seulement en raison du contrôle républicain déjà mentionné des centres de pouvoir américains importants (à commencer par la Cour suprême).

Si le savoir-faire des technocrates consolidés de l'ère Obama ne suffit pas à résoudre les contradictions internes, la situation internationale semble encore plus incertaine. Il sera difficile de réimposer une hégémonie yankee aujourd'hui en déclin sur plusieurs fronts ; de "l'arrière-cour" latino-américaine au Moyen-Orient, en passant par la forte inefficacité de la politique de pression sur la Chine, déjà entamée avec Barack Obama et son "pivot en Asie". En politique étrangère, M. Biden a annoncé qu'il voulait reconstruire le leadership nord-américain en se réappropriant le forum international - en s'inscrivant dans le cadre des accords de Paris sur le climat, ainsi que de l'UNESCO et de l'Organisation mondiale de la santé -, en renforçant le rôle de l'OTAN et en rétablissant de manière générale une politique atlantiste, en cherchant à rétablir une coopération forte avec l'UE sur différents aspects, et enfin en essayant de relancer l'accord nucléaire avec l'Iran.

---

*Mais toutes les priorités qui sont obligatoirement à l'ordre du jour du futur locataire de la Maison Blanche produiront des frictions non secondaires dans le choc entre impérialismes, alimenté par la crise systémique que traverse le mode de production capitaliste. Et les slogans ne suffiront pas à résoudre cette concurrence structurelle entre les macro-blocs internationaux - la Chine en premier lieu, mais aussi l'UE*

---

Cette concurrence de plus en plus féroce ne peut manquer d'avoir des répercussions très importantes sur la "restitution de position" de plus en plus incertaine des États-Unis et sur

leur capacité impériale à évacuer leurs contradictions vers l'extérieur, comme le montrent les événements récents.

Que l'ennemi historique de toute hypothèse de transformation au sens socialiste du terme se trouve dans une *impasse* évidente, face à l'agencement combiné d'un front intérieur "affaibli" et d'un front extérieur de plus en plus hostile, est une excellente nouvelle pour les communistes et pour les conditions dans lesquelles ils agissent, également dans notre pays. Une arme encore plus idéologique pour montrer comment le capitalisme dans son plus haut degré de développement est un *géant aux pieds d'argile*.



## Amériques : la ligne de combat entre le Socialisme et la Barbarie

Rete dei Comunisti Paris

Le sens cette initiative est de tenter une recombinaison des parties dans une vue générale unifiée et cohérente, en partant du cycle organisé par la Rete dei Comunisti “Les Amériques entre Socialisme et Barbarie” et visant à analyser la résistance et l'attaque de l'impérialisme et le contexte dans lequel évolue notre ennemi de classe. Après une large focalisation sur le quadrant américain, nous pensons qu'il est important de revenir à nos latitudes également, en se concentrant sur les sujets impérialistes auxquels nous sommes directement confrontés, l'Union européenne et l'OTAN en premier lieu.

Pendant ce long automne, nous avons suivi pas à pas, à travers un cycle de 9 initiatives dans toute l'Italie, les mobilisations populaires sud-américaines, en essayant d'explorer les différents aspects d'une situation complexe, celle d'un continent américain qui plane (ou plutôt qui se bat) entre deux modèles mondiaux différents et inconciliables. Dans les pays de Nuestra America, le conflit – plus vivant que jamais en ces temps – ne peut jamais être

encadré uniquement au niveau national, mais nous pensons qu'il est nécessaire de le lire avec des lentilles continentales et mondiales.

Nous avons déclaré que nous sommes en pleine crise de la valorisation du capital, une crise qui présente des caractéristiques partiellement asymétriques, affectant fortement le centre et ses dépendances directes, mais dans une moindre mesure les pays de la périphérie qui, depuis des années, ont entrepris et consolidé un chemin de construction d'une société différente et alternative. C'est dans ce contexte que **le continent latino-américain ne peut plus être présenté uniquement comme l'une des nombreuses parties du monde, mais semble plutôt être le maillon faible de l'impérialisme moderne**. Accueillant à la fois des pays à l'approche ultra-libérale (le Brésil de Bolsonaro, traditionnellement le Chili, le coup d'État de la Bolivie...) et des pays à l'opposé de la tendance et des fondements du Socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Amérique latine est en fait aujourd'hui le champ de bataille entre des modèles de développement inconciliables, dans une opposition de plus en plus vive entre le Socialisme et la Barbarie.

Les élites occidentales, en particulier les États-Unis, frappées de plein fouet par une désintégration sociale dévastatrice qui est une conséquence directe de l'incapacité du capitalisme à sortir de sa crise systémique, voient leur hégémonie mondiale réduite et donc la possibilité d'externaliser les contradictions qui se développent en leur sein. La diminution brutale (dans tous les domaines, sauf le domaine militaire) d'une suprématie que l'on voulait voir comme une donnée immuable, a deux conséquences immédiates: tout d'abord l'augmentation de l'agressivité de la politique étrangère yankee, mais surtout **la redéfinition des chaînes de valeur internationales et donc la tendance à délocaliser les chaînes de production directement en Amérique**. Une Amérique qu'il faut comprendre à la fois comme un territoire américain et comme une "arrière-cour" continentale, aujourd'hui à nouveau en première ligne, après quelques décennies au cours desquelles le grand capital avait identifié des environnements plus appropriés et plus rentables pour sa valorisation, tout d'abord la Chine – qui aujourd'hui n'a plus les caractéristiques exploitables qu'elle avait dans les années '90, mais qui émerge comme un adversaire global des États-Unis.

---

*C'est donc dans la reprise de ce projet impérialiste qu'il faut lire  
la nouvelle intensification des conflits de classe en Amérique  
latine*

---

En ce sens, même en considérant que nous ne sommes plus au niveau mondial plongés dans une phase d'expansion et que par conséquent le centre de l'empire a plus de difficultés objectives à s'imposer, l'opposition des peuples de Nuestra America ne peut être tolérée, qu'elle prenne les formes organisées et étatiques des pays qui ont donné naissance à l'ALBA, ou qu'il s'agisse de rébellions, de révoltes, d'insurrections contre des gouvernements au pouvoir à la volonté des États-Unis.

Ces dernières semaines, alors que nous relations les événements et écoutons les protagonistes, alors que nous essayions d'analyser les faits et leurs récits, l'ouverture d'un nouveau cycle de lutte de classe continentale, ou du moins l'explosion d'une bataille particulièrement intense au sein d'une guerre de longue durée, est devenue évidente. Les aspects sont changeants, les conquêtes rapportées sur le terrain évidemment provisoires et les situations extrêmement différentes: elles vont de la consolidation des voies de l'État progressiste et socialiste à des places aux caractéristiques presque insurrectionnelles. C'est une première donnée qui nous semble importante: il ne s'agit jamais seulement de disputes – aussi radicales soient-elles –, c'est-à-dire que nous ne nous trouvons pas en présence d'un simple conflit social, bien que très fort, mais nous sommes confrontés à un conflit de nature extrêmement et consciemment politique. Ce processus, que nous voyons se produire dans toute l'Amérique latine mais dont les exemples les plus récents et les plus importants se trouvent peut-être au Guatemala et au Pérou, est un phénomène de **politisation des contradictions, de sorte que même les questions sociales prennent une valeur politique et une dimension de confrontation sous des formes radicales**. La maturation de la politisation des contradictions, qui est un phénomène à l'œuvre dans le monde entier, dans ce quadrant spécifique, n'est pas seulement présentée comme un besoin de représentation des classes subordonnées ou de délégitimation des élites dirigeantes, mais trouve les formes d'un antagonisme positif et actif.

Un deuxième fait que il faut cependant souligner est une conséquence à la fois de la crise systémique et de la détermination et de la maturité des expériences de résistance à l'impérialisme et de contre-attaque déjà en cours sur le continent depuis un certain temps, qui ont trouvé dans l'expérience de Cuba leur référence stratégique naturelle: la faiblesse objective de l'impérialisme, qui a beaucoup plus de mal à faire le beau et le mauvais temps. Aujourd'hui, il ne fait aucun doute que le néolibéralisme peut (et doit) être chassé, avec la victoire du peuple bolivien qui, un an seulement après le coup d'État, semble le prouver. La faiblesse et parfois l'incapacité des "maîtres du monde" à faire avancer le programme impérialiste s'inscrit dans un changement général de la phase historique.

---

*Face à un redémarrage massif du moteur impérialiste, les peuples du continent montrent leurs raisons, et parfois leur force et leur capacité à construire une alternative concrète*

---

D'une certaine manière, il semble que la succession des événements elle-même indique la justesse de ce que nous avons indiqué comme le choix entre le Socialisme et la Barbarie, dans un quadrant mondial particulièrement intéressant, qui voit le socialisme concrètement présent en Amérique du Sud et la barbarie tout aussi concrètement aux États-Unis (et dans ses dépendances du sud, comme le Brésil inhumain de Bolsonaro).

Quelle est la situation sur le continent aujourd'hui? Conscients que photographier un processus en mouvement très rapide ne peut être qu'un exercice partiel, nous pensons que mettre les derniers événements sur le plateau peut aider à cadrer l'extrême mobilité et l'interconnexion partielle du processus politique en cours. Tout d'abord, nous assistons à

des tours électoraux qui ont été victorieux pour les forces progressistes et socialistes en Bolivie et au Venezuela, qui mettent en évidence la défaite d'un coup d'État et la consolidation d'un système socialiste; le référendum sur le changement constitutionnel au Chili a également été remporté, ce qui indique la volonté du peuple de procéder à l'élection de députés constitutionnels pour réécrire la Constitution.

Bien que nous soyons conscients que tout progrès est une conquête provisoire, nous ne pouvons pas laisser échapper la portée structurelle de ces pas électoraux victorieux. En Bolivie, par exemple, le mouvement des indigènes-citoyens a rapidement retrouvé sa centralité politique, perdue suite à une attaque directe des forces impérialistes, et il sera maintenant essentiel de soutenir le nouveau gouvernement, qui a de nombreux changements à l'ordre du jour qui sont nécessaires pour renforcer l'expérience progressiste. Il ne s'agira pas seulement de relancer l'économie et de relancer les réformes suspendues par le coup d'État dans les domaines de la santé, de l'éducation ou de la justice, mais il s'agira aussi de construire une structure de formation politique pour défendre le processus de changement et avoir un impact profond en renforçant les instruments du pouvoir populaire, sans oublier une réforme des forces armées qui révolutionnera le rôle traditionnel de l'armée dans cette partie du monde. ***Ce qui est en jeu dans ce sens est directement la construction d'un système.***

Outre les expériences comme celle de la Bolivie, qui sont porteuses de contre-attaques des classes populaires de Nuestra America, d'autres coins du continent ont vu exploser de lourdes mobilisations: au Pérou contre la classe dirigeante néolibérale ultra-corrompue, arrivée au pouvoir avec le coup d'État de 1992 et revêtue de vêtements démocratiques avec la Constitution réactionnaire de 1993; au Guatemala contre les énièmes coupes dans les secteurs de la santé et de l'éducation et contre les dons au secteur privé, explosant dans une colère qui a conduit le peuple à mettre le feu au Parlement.

Il est important de comprendre l'approche de ces mobilisations, que ce soit pour favoriser le récit des événements ou pour rechercher les causes profondes et les scénarios futurs, en les intégrant au mouvement continental. Examinons le cas péruvien, où au-delà des mobilisations de masse qui imposent des changements soudains à une oligarchie engagée uniquement pour tenter d'assurer un minimum de gouvernabilité, en considérant le moment politique national actuel, deux axes centraux peuvent être mis en évidence: d'une part, nous trouvons les contours d'une crise structurelle, marquée par l'épuisement du régime néolibéral comme forme possible d'ordre social; d'autre part, par rapport aux scénarios qui se profilent à l'horizon, nous voyons des débouchés possibles pour une transformation radicale d'un point de vue hautement politique, qui envisage un changement constitutionnel dans le sillage chilien. Le Pérou et le Chili sont les deux pays d'Amérique du Sud dans lesquels les élites du gouvernement ont choisi de "constitutionnaliser" le modèle néolibéral, empêchant l'introduction de toute forme de réforme. Au Chili, le peuple a réussi à imposer l'élection d'un nouveau Constituant, en s'appuyant sur une révolte prolongée et généralisée et sur un large tissu militant. Au Pérou, outre la nécessaire sauvegarde de la radicalité politique exprimée dans les rues par une nouvelle génération de militants, la manière dont les forces progressistes géreront les élections présidentielles de 2021 sera également cruciale si elles sont capables de présenter des récits et des propositions liés à l'ensemble du processus de lutte des classes sur le continent. Un pari commun aux forces

progressistes de nombreux pays, avec le Pérou, sera voté en Équateur et au Chili même: autant de pays où l'enjeu est bien plus important que quelques sièges au Parlement.

---

*À l'autre bout du continent, les élections aux États-Unis modifient la forme mais pas le fond de la puissance impériale américaine*

---

L'analyse du vote nous redonne une carte des contradictions internes et structurelles qui ont longtemps mûri au sein de la bête américaine, que la pandémie a surtout amplifiée, avec un corps social de plus en plus divisé et radicalisé: une fédération divisée et polarisée en son sein, que les élites démocratiques, dans quelques mois à Washington, ne pourront guère reconstituer.

Plus problématiques encore seront les actions de politique étrangère des démocrates: Biden a annoncé qu'il voulait reconstruire le leadership international nord-américain, en renforçant le rôle de l'OTAN et en rétablissant une politique atlantiste, en essayant de renforcer les relations de coopération avec l'Union européenne sapées par l'administration précédente. Mais le chemin sera semé d'embûches et les slogans ou les changements de forme ne suffiront pas, car la résolution de la concurrence structurelle entre les macro-blocs internationaux (où la Chine est le principal ennemi des États-Unis, mais aussi l'UE est maintenant sortie de l'orbite des amis-soldats donnée pour certaine) se heurte à la crise systémique profonde du mode de production capitaliste et à une rente de situation américaine qui n'est plus certaine.

Les événements de ces derniers mois sont donc une excellente nouvelle pour les communistes du monde entier. Nous avons déclaré que, dans le conflit qui nous pousse à dire que le choix est clairement entre le Socialisme et la Barbarie, nous disposons aujourd'hui de plus d'armes idéologiques pour montrer comment le capitalisme, dans son plus haut degré de développement, est un géant aux pieds d'argile.

Dans le contexte mondial, en particulier sur le continent latino-américain, un conflit de classe frontal de plus en plus net avec des intérêts sociaux définis et antagonistes se produit. C'est à nous de nous concentrer, de temps en temps, sur l'analyse de l'organisation qui nous est donnée, sur la résistance de l'adversaire de classe ou plutôt sur la ligne de fracture, de clash.

---

*En abordant le cycle qui vient de se terminer et cette dernière initiative, la Rete dei Comunisti a voulu mettre en évidence la conscience que les deux fronts de classe – l'oligarchique et le populaire – montrent qu'ils ont du respect pour la dureté et l'importance de la confrontation actuelle, dans les formes et les événements où elle se manifeste dans Nuestra America: la*

*victoire de l'un ou de l'autre peut signifier la perte de tout ce que  
l'on possédait ou de ce que l'on a conquis*

---

Le continent sud-américain semble donc être le maillon faible de l'impérialisme moderne et il est important de ne pas considérer cette lutte comme une histoire interaméricaine mais dans une perspective mondiale. En ce sens, nous reconnaissons un rôle fort à l'action de l'Union européenne, un sujet qui, par exemple, a immédiatement reconnu les coups d'État vénézuéliens et boliviens, mais qui a des péchés nettement plus originaux. Les instruments coercitifs utilisés par l'UE, lorsqu'elle ne déploie pas directement ses armées nationales, sont en tout cas des instruments de guerre: comment, en effet, envisager les sanctions économiques qui pleuvent dans toutes les parties du monde, ou le recours à une démocratie à géométrie variable, qui prévoit le rejet a priori de tout résultat électoral déstabilisant son propre cadre d'intérêts politiques et économiques? Que ce soit le cas du président Maduro ou du criminel Trump, le fond ne semble pas beaucoup changer.

Si la volonté et l'action de l'Union européenne et de l'OTAN pour contenir les peuples tributaires sont désormais bien connues, il en va de même pour l'escalade autoritaire et la régression sociale de l'Ancien Monde: dans ces deux directions de la lutte des classes – interne et externe – se définit le rôle du pôle impérialiste en formation appelé Union européenne. Il y a des années, en tant que réseau communiste, nous avons lancé une campagne qui dénonçait dans son slogan **"l'austérité chez nous et la guerre aux portes"**, qui, entre autres choses, soulignant l'existence d'un choc géopolitique dans les différents coins de la Méditerranée, commençait à proposer une alternative possible, liée et empruntée à l'expérience que les pays progressistes et socialistes de Nuestra America ont vécu dans leur propre quadrant. **Une ALBA Euro-Méditerranéenne, un projet nécessaire contre la barbarie capitaliste violente**, dans lequel ce sont d'abord et toujours les secteurs populaires, opprimés et exploités qui sont les perdants.

Le résultat de cette lutte des classes qui se déroule dans de nombreux pays d'Amérique latine nous parle donc directement, à nous, communistes et révolutionnaires d'Europe. C'est pourquoi nous voulons parler ce soir de la situation post-électorale au Venezuela, qui est sans aucun doute le pays d'Amérique du Sud où le cycle progressiste qui s'est ouvert à la fin des années '90 a eu un impact plus profond, allant jusqu'à créer de solides corps de masse révolutionnaires, et nous voulons également essayer d'en parler en relation avec les mouvements continentaux. Mais nous voulons aussi entrer dans le domaine du front oligarchique, dans la réaction nord-américaine à cette poussée progressive dans leur prétendue arrière-cour, ainsi que dans l'activité impériale agissant dans notre quadrant. D'un point de vue privilégié, à savoir le contexte français, qui est particulièrement intéressant pour la fonction militaire que le pays a toujours jouée dans le cadre européen, nous ne pouvons cesser de nous demander comment le fer de lance de notre impérialisme agit dans le cadre de ses propres intérêts économiques et militaires.

Ce sont les lignes directrices que nous avons proposées à nos interlocuteurs, sachant qu'elles supposent des débats trop larges pour être menés à bien en une soirée. Mais cette ouverture au débat découle de la prise de conscience que nous ne pouvons pas nous contenter de dénoncer, de dire ce qui se passe et d'exprimer notre solidarité envers les

peuples en lutte. ***Nous devons être capables de saisir la portée stratégique de la lutte des classes qui se déroule en Amérique latine***, d'essayer de nous y mettre à l'écoute et de la ramener ici avec nous.

La situation internationale déterminée par une concurrence mondiale croissante, dans laquelle des intérêts conflictuels et inconciliables s'affrontent, par une crise systémique non résolue du capitalisme et par des tensions toujours plus fortes, exige des communistes et des révolutionnaires, en Europe comme en Amérique latine, un saut quantique dans le domaine d'une alternative stratégique à un capitalisme destructeur rendu féroce par la peur. Le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle n'est pas une rhétorique inutile, c'est la perspective à mettre en jeu dans le choc politique et social sur tous les fronts. Surtout lorsque la chaîne impérialiste révèle ses maillons les plus faibles.

# LA LINEA DELLO SCONTRO TRA IL SOCIALISMO E LA BARBARIE

introduce **Lorenzo Trapani** Rete dei Comunisti Parigi

intervengono:

**Mohamed Merabet**, membro di Annahj Addimocrati (Marocco), dell'Assemblea Internacional de los Pueblos e della Plateforme de Solidarite avec les Peuples du Mediterranee

**Romain Migus**, saggista e giornalista di Les 2 Rives, autore di numerosi articoli sulla Rivoluzione Bolivariana e sulla guerra mediatica contro il Venezuela

**Luciano Vasapollo**, Rete dei Comunisti

Collegamento video con **Ramon Labanino**, Vicepresidente dell'ANEC (Ass. Naz. Economisti Cubani), dei 5 eroi cubani

**venerdi 18/12 ore 18.30**

**Diretta FB sulle pagine**

**@Contropiano.org e @Rete dei Comunisti**  
**e su [youtube.com/contropianovideo](https://www.youtube.com/contropianovideo)**





## Covid, Jeunesse, Luttés / Grève de l'enseignement à distance

Rete nazionale Noi Restiamo / Opposizione Studentesca d'Alternativa

Noi Restiamo est une organisation nationale d'étudiants et de jeunes travailleurs

OSA (Opposition Etudiante d'Alternative) est une organisation nationale d'étudiants moyens

### **COVID, JEUNESSE, LUTTES : RAPPORT DE LA TABLE RONDE**

Plus de dix discours ont articulé la table ronde du 19 novembre dernier, racontant les expériences de lutte qui, de Cosenza à Turin, animent la deuxième vague de la pandémie de Covid-19. Ce moment de partage a montré qu'au-delà du silence des médias, des expériences de résistance face à la crise persistent.

Les contributions ont porté sur la condition de notre génération, à la fois en tant qu'étudiants vivant avec des difficultés croissantes dans une université de plus en plus classiste et en

tant que travailleurs précaires et sans emploi. ***Dans un monde où personne ne parle de nous, les jeunes, ou uniquement lorsque c'est nécessaire, soit pour nous traiter comme des consommateurs utiles, soit pour nous considérer comme les premiers vecteurs de contagion***, cette fois-ci, nous avons pris la parole : pour prendre une photo du moment que nous traversons, pour donner voix au malaise généralisé et pour identifier les véritables auteurs de la mauvaise gestion de la crise sanitaire et pour comprendre comment affirmer dans l'agenda politique du pays nos revendications, jusqu'à présent, complètement ignorées.

La première étape pour construire une opposition organisée contre ceux qui rendent le présent invivable et nous volent l'avenir est de définir les responsables d'une pandémie désormais incontrôlable et qui fait en moyenne 700 morts par jour. La classe dirigeante italienne est non seulement complètement prise au dépourvu, bien qu'elle ait eu plus de six mois pour se préparer, mais elle a aussi du sang sur les mains pour ne pas avoir fait un véritable bouclage en envoyant des travailleurs et des étudiants dans des moyens de transport surchargés et des lieux de travail peu sûrs, pour avoir démantelé la santé publique au profit de la santé privée.

Parmi les couches de la population qui paient le plus pour cette crise, il y a aussi nous, les jeunes : nous avons aussi perdu les misérables petits emplois noirs avec qui nous essayons de payer nos études, nous continuons à avoir de lourds coûts à supporter entre la vie quotidienne, le loyer et les frais de scolarité et nous avons été complètement exclus même des quelques miettes que le gouvernement a accordées.

Mais nous n'avons pas seulement parlé d'une génération qui souffre, mais aussi d'une génération qui relève la tête.

---

*Face à la deuxième vague de cette pandémie, les échecs de tout un modèle socio-économique ont été mis en lumière, le discours dominant du "nous sommes tous dans le même bateau" ne tient plus la route, les responsabilités criminelles de la Confindustria et de notre gouvernement sont de plus en plus évidentes*

---

Pour notre génération l'année 2020 restera un tournant, les fissures ouvertes dans ce système ont montré la nécessité d'une alternative, nous avons vu des règles qui jusqu'il y a quelques mois semblaient sacrées et des lois inviolables s'effondrer morceau par morceau sous le poids des contradictions générées par un modèle de développement dominant qui ne peut plus les contenir. C'est à nous de nous organiser pour donner une réponse forte. De la table ronde, nous avons compris que les expériences de lutte et de raisonnement collectif ne manquent pas : mettre ces oppositions en communication ne peut être qu'un pas en avant pour reprendre ce à quoi nous avons droit : la santé, le revenu, le droit à une étude de qualité et homogène dans le pays.

Nous savons très bien que personne ne nous donnera rien, la seule réponse est la lutte.

## **GRÈVE DE L'ENSEIGNEMENT À DISTANCE LE 25 NOVEMBRE**

Comme il fallait s'y attendre, la gestion de la pandémie n'a fait qu'exacerber la crise sanitaire et a inévitablement touché tous les grands secteurs de la société, en premier lieu les lycées qui ont fermé et qui sont encore dans un état pitoyable aujourd'hui, étant donné l'absence d'intervention structurelle pour les sécuriser.

**La fermeture des écoles et le retour à l'enseignement à distance ont entraîné la perte du droit à l'étude, la perte d'un espace social indispensable et l'aggravation de la crise pédagogique que nous connaissons depuis des années**, ainsi qu'un sentiment d'abandon des élèves qui ne bénéficient pas d'un enseignement à distance garanti visant à maintenir la relation avec les enseignants et l'école.

Dans tout cela, nous avons été témoins des proclamations vers un avenir meilleur de la part de tous ceux qui sont responsables de cette situation et qui ont approuvé les choix politiques qui nous ont plongés dans les limbes, du ministre Azzolina à la Confindustria, en passant par la CGIL et sa file de jeunes, ceux-là mêmes qui deviennent aujourd'hui les champions des droits des faibles et des exclus.

Dans ce contexte s'insère la grève du DaD (c'est à dire l'enseignement à distance) le 25 novembre (en conjonction avec la grève nationale sur la santé, l'école et les transports de l'USB), résultat d'un parcours politique qui nous voit sur le terrain depuis juin, en passant par les deux journées du 24/25 septembre et l'assemblée nationale le 10 octobre pour réclamer une école en sécurité et qui, aujourd'hui plus que jamais, assume une fonction émancipatrice.

Après l'assemblée télématique des étudiants du 21 novembre, à laquelle ont participé les organisations de jeunesse en conflit dans toute l'Italie, la date de la grève étudiante s'est articulée avec des moments d'agitation pour tout le pays, dont celui de Rome avec l'occupation symbolique de l'école abandonnée ex Parini, démontrant ainsi que les espaces pour nous garantir, à nous les étudiants, un retour à la présence sont là et qu'il manque la volonté politique d'un gouvernement qui, comme les autres, continue à ne pas investir de manière structurelle dans l'école.

Le 25 novembre a été l'une des étapes d'un parcours qui nous verra revendiquer un modèle scolaire différent et alternatif, qui a pour objectif l'inclusion et non l'exclusion sociale, qui s'émancipe et assume sa fonction sociale, avec un réel investissement dans les écoles publiques car c'est la seule façon de revenir à la présence, **conscients que l'école n'est qu'une pièce du puzzle qui compose notre société et que les investissements ne peuvent pas se limiter à l'école** mais doivent également être alloués à tous les secteurs tels que les soins de santé, même avec les transports qui sont essentiels pour faire face à la pandémie, en assurant un revenu à tous ceux qui sont touchés par la crise.



## Fédération du sociale : un pari sur la lutte et l'avenir

Entretien avec Guido Lutrario, Exécutif National USB

QUESTION – L'Unione Sindacale di Base qui adhère à la FSM a été fondé le 10 mai 2010. Elle est née de la nécessité de construire une alternative confédérale à la CGIL, à la CISL et à l'UIL et de projeter le syndicalisme conflictuel au-delà des périmètres du syndicalisme de base de l'époque.

Aux deux piliers "traditionnels" d'intervention dans les secteurs public et privé, l'USB a combiné l'expérience positive de la Fédération sociale (<https://federazionedel sociale.usb.it/>). La Fédération sociale est le résultat des choix du dernier congrès de l'USB qui a permis de concrétiser ce "syndicalisme métropolitain" et/ou cette "confédération sociale" qui exprime les besoins d'une grande partie des classes subalternes :

---

*cette précarité sociale répandue, pour ainsi dire, à laquelle les formes traditionnelles du syndicalisme ont eu du mal à donner une représentation concrète et stable*

---

La Fédération sociale est rejointe par l'ASIA (Association des locataires et des habitants), la Fédération des retraités et le SLANG (Syndicat des travailleurs de la nouvelle génération). Pouvez-vous retracer les étapes qui ont conduit à ce choix qui s'est avéré être un pari plus que juste jusqu'à présent ?

REPONSE - L'incubation du projet a été longue car nous avons dû mûrir la nécessité d'accueillir au sein de notre organisation de nouvelles formes et méthodes de gestion par rapport à la tradition syndicale dont nous faisons partie. Ceux qui ont une relation discontinuée avec le travail sont incapables de s'organiser avec le système des représentants d'entreprise, des délégués et tous les outils typiques du syndicalisme du XXe siècle. Et ce n'est pas tout. ***Nous avons dû développer l'idée que la protection du travail pouvait provenir, pour différents secteurs, davantage d'un plan de lutte qui se déroule principalement en dehors du lieu de travail que du conflit classique dans les lieux d'activité.***

Pour une organisation composée de travailleurs et de délégués habitués à la lutte syndicale dans une entreprise, que ce soit un entrepôt, une usine, un bureau, un hôpital, une école, un aéroport ou un centre commercial, il n'était pas facile d'imaginer que la lutte syndicale se déroulerait dans des environnements autres que le lieu de travail.

---

*Deux facteurs objectifs nous ont permis d'accélérer le rythme : un conflit de moins en moins intense dans le monde du travail traditionnel et un départ net des jeunes de l'activité syndicale*

---

L'Italie de ces années a été traversée par une longue somnolence du conflit social et lorsque le conflit s'est manifesté, c'était principalement sur d'autres terres que celles du travail. Et même les mouvements qui ont été là ont été promus par une composition sociale fortement précaire et jeune qui n'a pas pu se mesurer au problème de ses propres conditions de vie et de travail. Le pari de la Fédération sociale est précisément d'intercepter ce monde et de l'amener à la syndicalisation, naturellement d'un nouveau genre.

QUESTION - À la mi-juin de cette année, les États généraux du gouvernement Conte sont intervenus en tant que membre de l'exécutif national de l'USB, s'adressant au Premier ministre Conte et lui demandant d'"écouter le cri de colère" qui venait des régions les plus vulnérables d'Italie - dans ce cas précis celui des deux travailleurs migrants et des membres de leur famille décédés - "parce qu'il explique comment ce pays est devenu". Vous avez sévèrement critiqué les recettes de l'exécutif parce qu'elles étaient prisonnières d'une vision qui "nous a conduits à cette situation" dans laquelle les grandes entreprises privées étaient et continuent d'être les bénéficiaires de l'action positive du gouvernement. Dans ce discours, vous avez rappelé que les droits des travailleurs et des entreprises publiques devaient être au centre de l'action politique, à commencer par le développement des soins de santé publics réduits à l'essentiel en "équilibrant le budget", ainsi qu'une "forte reprise de l'intervention publique dans l'économie, à partir des secteurs stratégiques". Pensez-vous

que vos exhortations sont restées lettre morte depuis lors ou le gouvernement a-t-il essayé d'une manière ou d'une autre de rectifier le tir ?

RÉPONSE - **Ce gouvernement succombe complètement aux choix qui sont décidés à Bruxelles au sein de la Commission européenne** et les ajustements qu'il a apportés aux lignes d'action des années passées sont simplement le produit d'une crise d'une telle ampleur qu'ils ont été contraints de rectifier leur mode de fonctionnement. Ils ont été contraints d'allouer des fonds pour soutenir les travailleurs et les familles simplement parce que, sinon, ils auraient été confrontés à une situation ingérable, tant du point de vue de l'ordre public que de la consommation. Mais au centre de l'attention de ce gouvernement se trouve toujours le soutien aux grandes entreprises, comme le montre la détermination à maintenir les usines et toutes les activités de production ouvertes, qui reste la véritable cause du manque de contrôle de la contagion et de la deuxième phase de la pandémie que nous connaissons encore. Il n'y a pas non plus de réflexion sérieuse en termes de politique publique, à commencer par la santé. Il n'y a pas eu de nouvelles recrues et le personnel employé n'est qu'à temps partiel ou même des médecins retraités ont été rappelés en service.

Je pense que le signe le plus évident de l'échec de ce gouvernement est la fermeture totale de certaines régions, je pense par exemple à la Calabre et aux Abruzzes, non pas en raison d'une recrudescence particulière de la contagion mais en raison du remplissage rapide des services de soins intensifs, qui sont si limités qu'ils sont à court de capacité avec seulement quelques dizaines de malades.

**Nous avons demandé à ce gouvernement de réintroduire l'idée de programmation et de planification de l'action publique** et de faire quelques choses simples : engager du personnel dans la santé, l'école et les transports, soutenir la recherche publique, réactiver les installations déclassées ces dernières années dans la santé publique (hôpitaux, cliniques territoriales, etc.) et renforcer l'ensemble du champ des services. La décision de consacrer l'essentiel des ressources aux grandes entreprises privées conditionne fortement les actions de ce gouvernement et met également en péril la sauvegarde des droits les plus fondamentaux de la citoyenneté.

QUESTION : En octobre de cette année, l'USB a rendu publique une plate-forme organique sur la manière de faire face à la crise et d'utiliser au mieux les ressources disponibles, dans laquelle la question du Fonds de relance est abordée de front en rejetant la logique à la base, qui est la véritable nature de l'UE. Quelles sont les mesures proposées dans le document pour ceux qui sont les plus touchés par la situation de crise sociale et sanitaire ?

RÉPONSE - Tout d'abord, **nous demandons l'interdiction des licenciements et le maintien des amortisseurs sociaux tant que durera la crise**. Le gouvernement, toujours sous l'impulsion pressante de la Confindustria, veut arrêter ces mesures dès que les contagions seront de nouveau sous la garde, mais en réalité la fin des contagions ne correspondra pas à la fin de la crise. Deuxièmement, **nous demandons une véritable mesure de soutien au revenu**, plus efficace que le revenu de citoyenneté, et sans ces conditionnalités haineuses qui servent à blâmer les chômeurs et les

obligent à prendre des emplois à bas salaire. Troisièmement, un nouvel amortisseur pour couvrir les secteurs qui n'ont pas de fonds de licenciement, même pas le fonds de licenciement exceptionnel, et qui ont été atteints par une simple prime d'urgence unique mais qui ont besoin d'une intervention durable.

Cela s'applique aux mesures d'intervention d'urgence. ***Sur le plan structurel, en revanche, l'USB propose la création d'une entité publique comme l'était l'IRI, un organisme capable d'agir sur une politique industrielle publique*** qui n'existe plus dans notre pays depuis plusieurs décennies, depuis que le centre-gauche a démantelé l'industrie étatique, vendant toutes les industries stratégiques à des particuliers. Dans les transports, l'énergie, les télécommunications, il faut un fort retour à l'initiative publique, soutenu par le développement de notre recherche qui est une excellence. Il est toutefois dommage que nos scientifiques émigrent à l'étranger pour trouver du travail.

Enfin, un plan de travail extraordinaire dans l'ensemble du secteur des services et de l'administration publique. Nous avons des régions entières où les structures des municipalités s'effondrent par manque de personnel et où les services sont également totalement absents. Afin de réhabiliter le territoire, de le sécuriser, de faire fonctionner les services ou de les ouvrir (comme les crèches ou les écoles à temps plein dans le sud, par exemple), il est nécessaire de relancer l'emploi dans le secteur public. De cette manière, nous réduirions considérablement le chômage et nous redonnerions du mouvement au pays, en répondant aux besoins des territoires et de la population.

QUESTION - Fin octobre-début novembre, une vague de mobilisations a frappé le pays voyant la Fédération sociale comme l'un des protagonistes des places avec les mots d'ordre "*la crise est payée par les riches, pas de chantage entre santé et revenu*". Des initiatives ont eu lieu à Grosseto, Naples, Livourne, Catane, Cosenza, Bologne, Reggio de Calabre, Rome, Turin, Milan, dans lesquelles l'USB a demandé un verrouillage efficace pour la protection de la santé et en même temps une série de garanties réelles pour les personnes concernées, par le biais de l'imposition des grands actifs et la réduction des dépenses militaires. Quels sont les sujets les plus mobilisés et comment la Fédération sociale parvient à dialoguer aussi avec ces morceaux de "*classe moyenne appauvrie*", un phénomène - en dehors du contexte de pandémie - en quelque sorte similaire aux "*gilets jaunes*" en France ces dernières années ?

RÉPONSE - Il faut dire tout d'abord que la protestation n'a pris une connotation massive qu'à Naples, où il y a eu une vague spontanée de protestations au gouverneur De Luca pour sa demande de fermeture en l'absence de mesures économiques pour protéger la population. Ailleurs, cependant, nous avons assisté à une plus grande mobilisation du commerce, des commerçants et des travailleurs dans des secteurs plus exposés, tels que le tourisme, la restauration, les taxis, les sports et les divertissements et, dans plusieurs cas, même à des manifestations soutenues par les associations patronales.

---

*Nous avons ressenti le besoin de rester à l'intérieur des manifestations même si elles véhiculaient des slogans*

*contradictoires : il faut savoir rester à l'intérieur des contradictions et être à l'intérieur de la réalité si l'on veut essayer de promouvoir le changement*

---

Bien sûr, nous n'avons jamais renoncé à proposer notre plate-forme et à travailler pour que les intérêts des travailleurs ne soient pas confondus avec ceux des employeurs, mais l'objectif immédiat à l'époque n'était pas de se heurter aux entreprises mais de faire en sorte que le gouvernement mette en place les ressources économiques pour ceux qui ne pouvaient pas aller travailler et pour les secteurs obligés de fermer. Bien sûr, il y a des régions du pays où l'économie informelle et le travail non déclaré prévalent et où il n'y a pas ou pas assez d'amortisseurs sociaux, mais nous avons besoin de mesures qui touchent réellement cette partie de la population. Cependant, les protestations ont imposé au gouvernement 4 décrets différents et un nombre considérable de milliards qui n'étaient pas prévus.

QUESTION - Le 25 novembre, une grève nationale a eu lieu dans quatre secteurs : la santé, l'école, les transports et les crèches. Un choix courageux, dans lequel, à part certains secteurs (la logistique et les travailleurs de l'économie du spectacle en particulier), le conflit de classe entre les subordonnés et l'action collective semble se situer à des niveaux physiologiquement bas. Dans la plate-forme, cela est dit expressément :

*Le 25 novembre, grève de la santé, de l'école, des services éducatifs et des transports locaux : investissements, embauche stable et sécurité pour construire l'avenir.*

***Depuis le début de la pandémie, les soins de santé, l'école, les services éducatifs et les transports publics locaux, déjà perturbés par des décennies de réductions, de fermetures et de privatisations, n'ont pu fonctionner que grâce aux efforts inhumains des travailleurs et des travailleuses.***

*Depuis le début de la pandémie, aucun signe d'inversion de tendance n'est venu des politiques, des administrations et des entreprises. Elle se poursuit avec épuisement, avec les recettes violentes habituelles d'épargne, de réduction des emplois et des services, de précarité.*

***Depuis le début de la pandémie, aucun plan de développement n'a été mis en place, utilisant l'exceptionnalité du moment et de la situation, pour garantir aux citoyens et aux travailleurs les droits constitutionnels fondamentaux : santé, éducation, mobilité, sécurité, travail. La vie, en somme.***

Pouvez-vous faire une évaluation provisoire ?

RÉPONSE - La grève dans notre pays est soumise, dans les services publics essentiels, à des restrictions légales que beaucoup d'autres pays européens n'ont pas. Elle doit être proclamée bien à l'avance, elle ne peut pas être faite de manière concomitante dans des secteurs contigus (par exemple, les chemins de fer ne peuvent pas faire grève avec les transports locaux ou aériens), elle peut être faite pour un seul jour et jamais pour plusieurs

jours, et ainsi de suite. Cela a fortement miné cet instrument de lutte depuis des décennies maintenant (la loi limitant le droit de grève est en vigueur depuis le début des années 1990), nous ne devrions donc pas considérer la grève dans les services en Italie comme quelque chose qui pourrait paralyser le pays. Pour cela, il faudra une croissance exponentielle du syndicalisme conflictuel et un grand mouvement de protestation qui n'existe pas encore. Notre grève n'avait donc pas pour ambition d'arrêter les services, mais d'envoyer des signaux de protestation, d'alimenter les foyers de résistance et de donner la parole à tous ces travailleurs qui souffrent de conditions très lourdes, car il y a un manque de personnel, les horaires de travail sont épuisants et les activités sont menées en permanence en courant le risque de contagion. Nous avons construit une émission en direct depuis les places de toute l'Italie que nous avons animée le jour de la grève et la réponse a été encourageante : tant depuis les grandes villes et les zones métropolitaines comme Rome, Naples, Milan et Bologne que depuis les centres plus petits comme Catanzaro, Pescara, Tarente, Trieste, etc. il y a eu des mobilisations de travailleurs, signe que le message a circulé.

---

*Cependant, nous sommes tous conscients que le jeu n'est pas joué aujourd'hui, mais à moyen terme, lorsque les effets lourds et dramatiques de la crise se feront sentir de manière violente: c'est à ce moment que l'USB devra être prête pour la reprise des conflits sociaux*

---

# Contacts

## Rete dei Comunisti

-  [lnx.retedeicomunisti.net](http://lnx.retedeicomunisti.net)
-  [facebook.com/retedeicomunisti](https://facebook.com/retedeicomunisti)

## Contropiano

-  [contropiano.org](http://contropiano.org)
-  [facebook.com/contropiano](https://facebook.com/contropiano)
-  [instagram.com/contropiano\\_org](https://instagram.com/contropiano_org)

## Noi Restiamo

-  [noirestiamo.org](http://noirestiamo.org)
-  [facebook.com/NR.noirestiamo](https://facebook.com/NR.noirestiamo)
-  [www.instagram.com/noirestiamo](https://www.instagram.com/noirestiamo)

## OSA

-  [osa.claims](http://osa.claims)
-  [facebook.com/OSA-173472300208847](https://facebook.com/OSA-173472300208847)
-  [instagram.com/osa.nazionale](https://instagram.com/osa.nazionale)